

L'intersyndicale des finances publiques a rencontré les élus du secteur d'Auray

Publié le 23 septembre 2020 à 17h15



L'Intersyndicale des finances publiques a rencontré ce mercredi matin les élus du territoire pour faire le point sur la situation et le risque de fermeture des services.

Le Télégramme

L'Intersyndicale des finances publiques a rencontré ce mercredi matin les élus du territoire pour faire le point sur la situation et le risque de fermeture des services.

Ce mercredi matin, l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan rencontrait les élus d'Auray pour faire le point sur l'hôtel des finances, après l'épisode du coronavirus.

« Pour le moment le dossier est au point mort », lance d'emblée Patrick Ravache, du syndicat Force ouvrière. Mais qui dit point mort « ne signifie pas forcément que rien ne se trame en sous-main », ajoute le délégué syndical. Cette inquiétude quant à la fermeture du centre des finances d'Auray refait surface alors que le calendrier présenté a pris du retard en raison du confinement. Annoncée en 2019, la réorganisation des Finances publiques, orchestrée par Bercy, avait fait monter la colère des agents, devant une direction qui restait sourde aux demandes de communication et de concertation. « Les élus et parfois même les agents, ont appris par les courriers de l'intersyndicale la mise en place de cette réforme », ajoute Hervé George de la CFDT. Point fort de ce mécontentement, le 16 septembre 2019, une journée de grève avait mobilisé 66,46 % des agents contre la réforme et rassemblé 400 manifestants, dont de nombreux élus, à Auray. « Mais ces derniers n'ont pas été écoutés », déplore Christophe Rissel, de CGT finances publiques 56.

Soutien des élus

Ce mercredi, l'intersyndicale rencontrait Philippe Le Ray, président d'Auray Quiberon Terre Atlantique et Claire Masson, maire d'Auray, dans les locaux d'Aqta, pour leur présenter un état des lieux et connaître leur position sur le sujet. Les deux élus leur ont assuré qu'ils les soutiendraient sans réserve.

« Les points de contacts ne seront que des relais et non des accueils spécifiques par des professionnels de la fiscalité »

Aujourd'hui, la période Covid-19 a permis de mettre en lumière l'importance du rôle des services de proximité, très impliqués notamment dans les aides aux entreprises et les conseils aux particuliers. « Malheureusement, cela ne semble pas avoir influencé les décisions futures. Seul un report du calendrier est actuellement en place », regrette Annie Rio, de Solidaires Finances publiques.

Deux gros pôles, un à Lorient, l'autre à Vannes

« L'ensemble des sites devrait être réorganisé pour arriver finalement à deux gros pôles, un à Lorient, l'autre à Vannes. On nous parle également de création de points de contacts France services, mais on sait que ce genre de permanence est rarement pérenne », soulignent les syndicats. Le 1er septembre devait déjà marquer le départ de l'activité foncière vers Ploërmel. « Pour le moment, cela n'a pas été fait, mais il ne s'agit que d'un report », affirment-ils. Pour le secteur d'Auray, on annonce la fermeture de la trésorerie de Palais au 1er janvier 2021, et pour Auray, le transfert du service aux entreprises à Vannes ou Lorient, celui des particuliers également, mais avec une antenne lorientaise à Auray certains jours. Enfin la trésorerie et le service de gestion comptable resteraient sur place.

« Il ne faut pas se leurrer, les conséquences seront lourdes pour les personnels qui devront être reclassés et surtout pour les usagers. Les points de contacts ne seront que des relais et non des accueils spécifiques par des professionnels de la fiscalité. À terme, c'est la fin de l'accueil physique, l'obligation d'utiliser les services numériques et la mise à l'index des populations les plus fragiles et des territoires ruraux », estime l'intersyndicale